



Déclaration UNSA Education
au CDEN du 5 juillet 2022

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

Lors du baromètre UNSA Education le mécontentement des personnels de l'Éducation a pu être quantifié. 87 % de ces personnels était en désaccord avec la politique du ministère de Monsieur Blanquer et seuls 22% des personnels interrogés conseilleraient leur métier à un jeune de leur entourage.

Le moral des personnels de l'Éducation Nationale (enseignant.es, administratifs administratives, personnels de direction, infirmiers infirmières, IEN, médecins...) se dégrade : en effet, seuls 59 % attendent encore quelque chose du prochain gouvernement.

Notre nouveau ministre a voulu se présenter comme un ministre à l'écoute. Mais qu'en est-il réellement ? Les différents points abordés ne respirent pas la nouveauté, enfonçant même des portes ouvertes, comme le premier axe celui de la lutte contre les inégalités sociales.

Monsieur le Ministre déclare :

« Il est de ma responsabilité de prendre en charge le drame de l'injustice que nourrit notre système scolaire en ne permettant pas suffisamment aux plus pauvres d'espérer transformer leur condition sociale. »

Très étonnant alors, que la rencontre de l'intersyndicale du 28 juin dernier et des représentants et représentantes de l'école Nelson Mandela de Saint-Herblain n'ait pas abouti au classement en REP+ de cette école, dont la population est l'une des plus pauvres du département !!!

« Le troisième axe est le bien-être des élèves. Le préalable à une politique d'exigence et de justice sociale doit être de préserver dans l'école le bien-être des enfants et des adolescents. »

Madame la directrice Académique, mesdames et messieurs les maires merci de faire en sorte que les élèves des écoles des communes puissent travailler dans des conditions dignes de l'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE. Il faut ouvrir des classes. Travailler à 30 n'est pas digne de notre jeunesse du 21^è siècle. Une partie de notre territoire est largement au-dessus de la moyenne nationale qui est à 22,9 élèves par classe.

Quid de la mesure des GS CP et CE1 à 24, madame la Directrice Académique, que vous assouplissez pour pallier le manque de moyens malgré l'engagement du Président de la République pour la rentrée 2022 ?

C'est un mépris envers les familles et les personnels de l'Éducation Nationale. Pourquoi certains élèves auraient le droit aux classes à 24 tant vantées par le gouvernement quand d'autres seraient obligés de subir l'inégalité de territoires et de traitement ?

Vous faites le jeu de la fuite vers les écoles privées, qui ne sont pas un lieu d'égalité sociale, qui font du prosélytisme, qui ne sont pas laïques, tout ce que le Ministre dit vouloir combattre.

D'ailleurs, ces dégradations journalières du SERVICE PUBLIC d'EDUCATION, entraînent petit à petit un ressentiment de la part des sondés du baromètre UNSA. 66 % d'entre eux estiment que le financement des écoles privées doit être supprimé ou sous condition.

Enfin, face à toutes ces belles paroles et face aux élèves, vous avez des personnels de l'Education qui ne sont pas des numéros ni des robots. Ils viennent de vivre 2 ans de pandémie, 2 ans de stress, menant leurs missions le plus consciencieusement possible. Dans notre beau département, on demande toujours plus mais l'ascenseur ne revient pas vers nos fonctionnaires et nos contractuels ! Pour exemple dans le premier degré la très grande majorité des demandes de temps partiel sur autorisation a été refusée, mettant nos collègues dans une angoisse et un stress qui ne feront que détériorer leur santé.

Enfin, madame la Directrice Académique, vous nous expliquez régulièrement que le manque d'AESH est lié à l'absence de volontaires. L'UNSA Education rejoint une partie de votre analyse mais constate que le manque de budget, et le salaire indigne qu'on leur propose ne les incite pas à postuler.

Pour toutes ces raisons l'UNSA EDUCATION perçoit une rentrée explosive si, lors de ce CDEN, il n'y a pas un geste en faveur des équipes et des élèves. De trop nombreuses écoles et établissements sont sous pression, avec un nombre trop élevé d'élèves par classe, une augmentation de la précarité, un accueil de plus en plus important d'élèves hautement perturbateurs, un accueil croissant d'élèves à besoins particuliers sans accompagnement, et face à eux des personnels exténués et en colère, seuls face à l'effondrement du service public qu'on ne peut plus désigner comme de qualité, faute de moyens.

Forte de notre mot d'ordre qui est proposer avant de s'opposer, l'UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOME DE L'EDUCATION NATIONALE espère qu'elle pourra travailler pour un même objectif : la qualité du SERVICE PUBLIC. L'UNSA demande donc l'annulation des fermetures dans les écoles dont les inégalités sociales sont criantes, l'ouverture ou l'annulation de fermeture dans les écoles où les élèves sont en trop grand nombre dans les classes.